

## Les centres de fusion, les citoyens-espions et l'affaiblissement du caractère américain



[Source : [thewashingtonstandard.com](http://thewashingtonstandard.com)]

Par Karen Stewart

Que vous fassiez partie de la « résistance à Trump » ou que vous soyez un patriote de QAnon, il est probable qu'un nombre *important* d'entre vous aient été avilis avec succès par les centres de fusion de votre État, en dépit de vos tendances politiques. Seuls l'avarice brute et un mépris total pour la Constitution sont nécessaires.

Pour ceux qui ne savent pas ce qu'est un centre de fusion, il a été décidé après le 11 septembre que les autorités fédérales, étatiques et locales ne communiquaient pas suffisamment entre elles en ce qui concerne les menaces terroristes, et des centres de fusion ont donc été créés dans chaque État pour « fusionner » les informations et les partager en un lieu central. En fonction de la taille de l'État et de sa population, il peut y avoir de un à trois centres de fusion dans un État.

Dans chaque centre de fusion se trouve une unité de lutte contre le terrorisme domestique, qui dispose même de panneaux d'affichage à divers endroits encourageant les gens à « voir quelque chose, dire quelque chose ». En outre, les Centres de Fusion recrutent des civils sur le terrain qu'ils appellent HUMINT (human intelligence [intelligence humaine]), ce qui est risible de mon point de vue d'analyste du renseignement de la National Security Agency à la retraite, où ce terme n'est pas synonyme de dupes et de voyous non avertis, comme c'est le cas ici.

Les centres de fusion recrutent des personnes ordinaires par l'intermédiaire de groupes quasi patriotiques ou même faussement patriotiques sous le nom d'« Infragard » (sous les auspices du FBI) et d'autres groupes fascistes douteux. Les centres de fusion sont même connus pour utiliser des criminels et des gangs criminels, mais je m'avance un peu.

Infragard est recruté par les centres FBI/Fusion parmi le même type de personnes que celles qui se portent volontaires pour participer aux programmes de police locale ou de police citoyenne. Nombre d'entre eux sont des personnes bienveillantes, mais beaucoup, trop, sont des brutes qui cherchent à justifier leur désir de contrôler les autres et d'exercer leur

volonté sur ceux qui les entourent avec une fausse autorité et un faux pouvoir. Ces personnes sont formées à une technique de traque militariste secrète, de type relais, que la communauté du renseignement appelle « couverture [ou protection] en fonte », ce qui signifie que des équipes tournantes sont affectées à un « suspect terroriste » 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, nuit et jour, à l'infini. Leur tâche consiste à suivre la cible absolument partout. Si la cible se rend à l'épicerie, plusieurs personnes se garent sur le parking pour surveiller le magasin tandis qu'une autre équipe suit la personne dans l'épicerie, jetant même un coup d'œil dans son caddie pour signaler ce qu'elle achète. C'est grave. La cible est également surveillée par téléphone (écoute via le FBI) et chaque fois qu'elle prend un rendez-vous par téléphone, il est certain que plusieurs Infragard sont présents dans la salle d'attente pour l'observer. Le centre de fusion peut même informer le médecin que la personne est sous surveillance et qu'il doit avoir accès à son dossier médical. Certains médecins obtempèrent. La famille ou les amis qu'il fréquente seront également surveillés, peut-être même menacés, et plusieurs Infragard seront stationnés dans le voisinage pour garder un œil (et une oreille) sur chaque visite. Toute autre personne passant par là verra sans aucun doute sa plaque d'immatriculation enregistrée et fera l'objet d'une enquête. Et tous les voisins de la cible, ainsi que les voisins de ses amis et de sa famille, seront informés que cette personne suspecte fait l'objet d'une enquête. Parfois pour des crimes sans nom, parfois pour des crimes qui n'ont jamais eu lieu.

Mais qu'est-ce qui place une personne sur cette liste de surveillance ? S'agit-il d'immigrants récents du Moyen-Orient ayant des liens douteux avec des terroristes potentiels ? Des personnes ayant des liens douteux avec l'étranger ? Curieusement, il n'y a pas beaucoup de personnes qui s'appellent Abdul ou Fatima sur la liste de surveillance du FBI/Fusion Center/Infragard, mais plutôt Bob, Mary, Steve, Susan, Leon, Tawanda... Et quelques Josés et Marias, ainsi que quelques noms orientaux symboliques de personnes dont les familles sont ici depuis toujours.

Comment sommes-nous passés de la création d'un réseau de centres de fusion et d'une armée secrète et permanente de citoyens, ostensiblement en raison d'une menace émanant d'« extrémistes musulmans », au *harcèlement* total de nos voisins par des agents de *surveillance* ? Nombreux sont ceux dont les familles sont installées ici depuis des décennies, voire des siècles. Et si vous ne pensez pas qu'une telle surveillance concertée par des civils n'est pas évidente pour la cible, vous vous trompez. Il s'agit donc bien de harcèlement.

Si, dans le cadre d'une véritable opération de renseignement, vous surveillez quelqu'un de manière maladroite et évidente, vous vous attendez à ce que ce que vous espérez voir ne se produise pas en raison de l'incompétence manifeste des agents. Quel est donc l'intérêt d'une telle activité ? Vous avez grillé votre couverture. Vous avez alerté la personne supposée suspecte sur le fait que ses activités font l'objet d'un examen minutieux. L'objectif n'est manifestement pas de recueillir des preuves, mais plutôt d'intimider et de harceler la personne visée. Mais dans quel but ? L'une des réponses est de

pousser la personne à agir pour que la loi puisse lui sauter dessus et lui dire : « Vous voyez, on vous l'avait bien dit ! ». Voilà, ils ont créé un faux récit pour soutenir la théorie ridicule de la « pré-criminalité » selon laquelle ils peuvent prédire les criminels et donc *certaines personnes* qui semblent innocentes, devraient néanmoins être arrêtées avant qu'elles ne commettent *inévitavelmente* un crime. « Faites-nous confiance, nous avons une "formule infaillible" scientifique ».

Mais le véritable objectif ne serait-il pas de former une armée secrète de drones irréfléchis et de zélotes émotionnellement immatures au sein de la population afin d'intimider et de brimer absolument n'importe qui, au pied levé, sans aucune raison discernable ? Comment mieux terroriser une nation et « garder secrètement les gens dans le droit chemin » tout en prétendant qu'ils ont tous les droits constitutionnels qu'ils ont toujours eus... à *moins qu'ils n'essaient de les utiliser* ? Cela ressemble-t-il aux Chemises brunes de l'Allemagne fasciste ou aux « escouades rouges » des pays communistes qui gardent leurs citoyens captifs dans le droit chemin ?

La Cour FISA est la pierre angulaire du programme des cellules terroristes citoyennes dirigées par le FBI et le Centre de fusion. La Cour FISA est un tribunal secret où le FBI présente des preuves qu'une certaine personne mérite d'être surveillée en raison d'accusations largement infondées et peut-être d'un soupçon de preuve ou peut-être pas. Puisque les tribunaux contournent le 4e amendement – le droit de chaque citoyen de savoir SI il a été accusé d'un crime, QUEL crime, et accusé par QUI – le FBI est également chargé de présenter à la cour d'éventuelles circonstances atténuantes, puisque la cible ne peut pas le faire. Quelle est la probabilité que cela devienne une réalité ? D'après l'expérience passée, c'est peu probable.

Selon Bernhoft.law, ils ont découvert, au cours de la phase de découverte d'un procès défendant le propriétaire d'une entreprise de cloisons sèches, que lorsqu'une entité puissante comme l'IRS (ou, sans doute, toute agence fédérale) veut poursuivre quelqu'un mais n'a pas de « motif », elle demande au principal centre de fusion secret un dossier de « construction parallèle » (falsifié) sur la personne afin de pouvoir la poursuivre, en l'occurrence pour dépouiller un innocent de ses biens. L'espoir est que les accusations falsifiées soient si décourageantes que la personne « acceptera ».

Maintenant, si l'on tient compte de l'argent et des efforts fédéraux investis dans les Centres de Fusion à l'échelle nationale, de leur vaste réseau civil Infragard de mouchards et de harceleurs de l'armée secrète permanente (payés par l'argent des contribuables), du pouvoir et du contrôle soudains des fiefs locaux offerts à des habitants peu avertis, de l'argent qui se déverse dans les régions où les mouchards stimulent l'économie grâce à un afflux soudain d'argent disponible, en particulier dans les entreprises qui « s'associent » à Infragard, c'est-à-dire qui reçoivent l'argent des contribuables pour fournir des services et des produits discrets à l'armée de mouchards, on obtient une industrie artisanale en plein essor, à la recherche de cibles. Les entreprises qui « s'associent » à Infragard, c'est-à-dire qui reçoivent l'argent des contribuables pour fournir des services et des produits

clandestins à l'armée des mouchards, se retrouvent avec une industrie artisanale de harcèlement en plein essor, à la recherche de cibles... de n'importe quelles cibles.

Absolument n'importe qui fera l'affaire. Il n'est pas nécessaire d'avoir des liens ou des penchants terroristes.

Il s'agit donc d'un système frauduleux de surveillance des terroristes mis en place pour détourner des milliards de dollars des contribuables de la sécurité nationale des États-Unis et les transformer en un système d'enrichissement rapide pour les seigneurs des centres de fusion et des Infragard, ce qui permet aux personnes sous-qualifiées, non qualifiées et immorales de mener un style de vie relativement somptueux en s'attaquant à leurs voisins innocents, alors que leurs propres capacités, talents ou éthique de travail n'auraient jamais pu être exploités au cours de leur vie. Ils sont plus qu'heureux de ruiner la vie de Jean Dupont pour une nouvelle tondeuse à gazon autoportée ou des billets de saison, tandis que la vie de Jean Dupont subit des campagnes de calomnie et de diffamation qui lui font perdre des promotions, voire son emploi, peut-être même sa maison et sa famille, et certainement son statut social au sein de la communauté puisqu'il est désormais rejeté et devient un paria. Lui et les autres victimes de ce réseau deviennent des boucs émissaires et la nouvelle classe des « intouchables » en Amérique. Les centres de fusion (la Gestapo américaine) et leurs « exécuteurs » Infragard font comprendre non seulement aux forces de l'ordre que ces cibles doivent être privées de leurs droits fondamentaux, mais aussi à l'ensemble de la ville, qui doit s'aligner sur le programme, sous peine de subir le même sort.

Depuis de nombreuses années, des voix s'élèvent dans le désert pour crier que quelque chose ne va pas, mais l'establishment de la sécurité intérieure s'est empressé de diffuser, par l'intermédiaire d'experts en santé mentale et de forces de l'ordre complaisants, le discours selon lequel « si quelqu'un parle de harcèlement de groupe, il faut le faire taire parce qu'il délire ». Bien entendu, lorsque le nombre de personnes dénonçant le harcèlement collectif est devenu alarmant, le discours officiel s'est soudain transformé en « délire de masse », dont le concept est lui-même délirant. Une fois que vous avez de nombreuses personnes de différents lieux, âges, ethnies, religions, croyances, races, éducation, statut social, domaines de carrière, épousant à 80-90 % les mêmes expériences, il devient logiquement et statistiquement impossible de rejeter la similitude de leurs affirmations comme étant autre chose que le résultat d'un programme étroitement géré, militairement précis et exécuté par une méga-autorité.

Non seulement des innocents sont jetés sur la liste frauduleuse de surveillance des terroristes pour alimenter une « industrie » superflue de l'État policier, mais d'autres industries, sociétés, entreprises, et même des militaires et des entrepreneurs se sont « associés » à Infragard pour utiliser ces « personnes suspectes » comme sujets d'expérimentation et boucs émissaires afin de faire avancer leurs propres programmes de guerres frauduleuses profitables et sans fin et/ou de procédures médicales extrêmes.

Grâce à des tours de passe-passe juridiques et à des interprétations erronées de la « loi » (inconstitutionnelle) de l'après 11 septembre, l'entreprise secrète de la sécurité nationale a déclaré que toute personne suspecte (sans motif valable) était un « terroriste » et qu'elle était donc secrètement privée de *tous ses droits*, qu'ils soient constitutionnels, civils ou humains. Les terroristes, voyez-vous, peuvent être assassinés, n'importe où, n'importe quand. Mais ni les moyens d'assassinat, ni le temps nécessaire pour le faire ne sont soumis à des restrictions ou à des spécifications. C'est ainsi que des masses d'innocents déclarés terroristes par un accord entre le FBI et la Cour FISA ont été classés dans la catégorie des spécimens biologiques non humains. Oui, vous avez bien lu, des échantillons biologiques non humains et *non consensuels*. N'importe qui, n'importe où, peut être déclaré comme tel.

Vous déposez une plainte ? Vous êtes dénoncé comme terroriste. Vos volets sont peints d'une couleur qui déplaît à votre voisin ? Vous êtes dénoncé comme terroriste. Vous critiquez un programme de l'école de votre enfant ? Vous êtes dénoncé comme terroriste. Vous avez un problème médical spécifique ou un patrimoine génétique que quelqu'un pourrait vouloir « explorer » ? Vous êtes dénoncé comme terroriste. Vous refusez des avances sexuelles inappropriées ? Vous êtes dénoncé comme terroriste. Vous l'avez compris, la matrice frauduleuse de la liste de surveillance des terroristes a donné naissance à un cauchemar dystopique de tyrans sadiques dont l'objectif est la traite humaine de tous ceux qui ne font pas partie de leur culte parasitaire.

En ce moment, vous avez une très petite opportunité d'agir pour vous défendre, défendre vos enfants, vos petits-enfants et l'avenir de la civilisation et de l'humanité.

[...]

## Karen Stewart

Karen Melton Stewart a travaillé pendant 28 ans comme analyste du renseignement avec une habilitation de sécurité Top Secret pour la National Security Agency (NSA) lorsqu'elle a été soudainement calomniée, diffamée et forcée de partir après avoir dénoncé un pot de miel mis en place au sein de la Direction générale de l'Armement et de l'Espace de la NSA par un groupe de sécurité et un bureau de l'Inspection Générale compromis afin de piéger et de faire chanter les cadres supérieurs. La NSA a tellement cherché à la détruire pour la faire taire qu'elle [la NSA] a demandé aux centres de fusion du FBI de la cibler en tant que « terroriste », y compris en utilisant des armes électroniques, pour avoir simplement demandé pourquoi une autre femme avait été récompensée pour son travail primé sur un projet sauvant des milliers de vies et avait bénéficié d'une double promotion pour cela.